

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1912.

Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1912 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR **M. COLAERT**.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1912 s'élève à 40,394,297 francs, soit une augmentation de 3,266,454 francs sur l'exercice 1911. C'est l'augmentation que l'on constate presque chaque année. Seules les dépenses exceptionnelles ont subi une diminution de 169,021 francs.

Les dépenses ordinaires s'élèvent donc à 39,251,252 francs; ce qui porte leur augmentation au chiffre de 3,435,475 francs sur les crédits alloués pour 1911.

La note préliminaire inscrite en tête du Budget explique l'augmentation et la diminution des crédits demandés. Constatons que la plupart des augmentations sont relatives à des dépenses pour l'enseignement à tous les degrés.

Examen du Budget en sections.

Le Budget a été adopté par toutes les sections, sauf par la première.

(1) Budget, n° 4, VII.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINCKX, était composée de MM. CLAES (RAOUL), HENDERICKX, COLAERT, VAN CAUWELAERT, PALMERS et PETIT.

Examen en Section centrale.

Les rapporteurs des diverses sections ont reproduit les observations faites par leurs sections respectives. Nous les donnerons une à une.

Un membre demande à quelle époque probable le troisième catalogue de la Bibliothèque royale sera achevé. Informations prises, nous croyons pouvoir affirmer que le troisième catalogue suivra bientôt les deux premiers qui ont été distribués il y a peu de temps. Il y aura ainsi trois catalogues au bout de deux à trois ans.

On a soulevé à nouveau la question des subsides à accorder aux villes qui possèdent des collections d'archives importantes. Le dépôt de ces archives entraîne pour les communes des dépenses assez fortes, à raison de leurs classements, de leur conservation et des publications qui s'en font. Aussi la Section centrale, à l'unanimité de ses membres, insiste-t-elle pour que le Gouvernement intervienne en faveur de ces communes.

Un membre signale que la multiplication des doctorats spéciaux et les instituts spéciaux, pour l'entrée desquels il n'est pas exigé un diplôme scientifique, et qui, d'ailleurs, ne présentent pas une valeur scientifique égale à celle des facultés anciennes, pourraient devenir une nuisance pour la considération dont jouissent nos universités. La Section centrale estime que cette question mérite un sérieux examen et la signale à l'attention du Gouvernement.

Un membre se demande si le Gouvernement, sans rien préjuger de la solution à donner plus tard à la question de l'emploi des langues dans les universités de l'État, ne pourrait prendre l'initiative de la création, en premier lieu, d'un institut supérieur flamand d'agriculture et d'enseignement vétérinaire, et, si possible, d'un institut des mines. Mais on a fait observer qu'aucune de ces créations ne concerne le Département des Sciences et des Arts dans l'état actuel des diverses attributions ministérielles. Nous nous bornons à signaler la question au Gouvernement.

Un membre insiste sur le besoin pressant que nous avons de conférenciers capables, en pays flamand. Les conférenciers actuels sont souvent, dit-il, peu appréciés par leurs auditeurs. Il ajoute que, à défaut d'un enseignement donné en langue flamande, ou dans un flamand insuffisamment compris, l'industrie horticole n'a pas réalisé les progrès que l'on a constatés dans d'autres pays, et notamment en Hollande.

Nous signalons ces observations et le vœu qu'elles renferment, à M. le Ministre des Sciences et des Arts, en lui demandant de les communiquer à ceux de ses honorables Collègues qui, le cas échéant, seraient chargés de nommer les conférenciers.

Autre vœu dans le même ordre d'idées : création en pays flamand d'un institut agricole et horticole flamand, équivalent de l'Institut de Gembloux. Nous croyons devoir répéter l'observation faite précédemment et qui consiste à dire que le Département des Sciences et des Arts n'a pas ces instituts

dans ses attributions. Ajoutons que sous ce rapport, comme sous d'autres, le Gouvernement est décidé à donner satisfaction aux vœux exprimés lors de la discussion récente du Budget de l'Agriculture.

Un membre se plaint du fait suivant : « En 1881, lorsque l'État a repris certains collèges communaux et écoles moyennes communales, il a été entendu que les communes interviendraient à l'avenir à raison d'un tiers dans les dépenses afférentes à ces établissements et que, en tout cas, cette part d'intervention ne dépasserait pas la somme payée par les communes durant l'exercice 1880-1881. Or, depuis plusieurs années la ville de Louvain, entre autres, porte comme part d'intervention dans les dépenses de l'Athénée royal et de l'École moyenne de filles des sommes dépassant notablement celles de cet exercice. Des explications ont été demandées au Gouvernement, qui jusqu'ici n'a pas répondu. »

La Section centrale ne peut que signaler ce fait à l'attention de M. le Ministre des Sciences et des Arts, qui voudra bien l'examiner avec bienveillance et, s'il se rallie à la manière de voir de l'honorable membre de la Section centrale, généraliser le principe consacré en 1880-1881.

Un membre signale que, dans certaines sections, on a posé la question de savoir quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne le dépôt éventuel d'un projet de loi scolaire. Depuis la réunion de la Section centrale, le Gouvernement a donné des indications qui font connaître les principes essentiels dont il s'inspirera le jour où il déposera un projet de loi.

On se plaint de la surpopulation de certaines classes dans les écoles communales et adoptées. Cette question a été souvent signalée à l'attention du Gouvernement, qui a fait apporter de sérieuses améliorations à la situation de ces écoles. Faisons observer d'ailleurs que le récent projet scolaire réglait pour toujours cette question, qui ne peut manquer d'être résolue dans un avenir rapproché.

Les inspecteurs cantonaux se plaignent, non sans raison, de ce que l'arrêté royal du 10 mai 1910 relatif aux modifications apportées au barème de leurs traitements, fixé par l'article 8 de l'arrêté du 21 septembre 1884, ne réalise pas le système que feu M. de Trooz avait admis et que la Chambre a voté en 1910. Nous croyons devoir répéter ce que nous disions, au sujet de cette question, dans le rapport du Budget de 1911 :

« A propos du crédit de 30,000 francs voté l'an dernier en faveur des » inspecteurs cantonaux, on a demandé si l'augmentation de leurs traite- » ments a réalisé les promesses faites en 1907 par M. de Trooz. Le crédit, » on se le rappelle, n'est pas limitatif ; le Gouvernement aurait pu donner » satisfaction à ces fonctionnaires. »

Nous devons constater à regret que le Gouvernement n'a pas donné suite à ces observations.

A propos de la question soulevée par les inspecteurs cantonaux, la Section centrale a exprimé le vœu de voir créer quelques nouveaux ressorts d'inspection scolaire dans les principaux centres du pays.

Nous aurions à signaler aussi les demandes des professeurs d'athénées et de collèges communaux, des régents et des instituteurs qui se plaignent de la modicité de leurs traitements, si nous n'avions l'espoir fondé de voir améliorer, sous peu et dans une juste mesure, leur situation actuelle.

Le Conservatoire d'Anvers, rééditant une demande déjà faite, voudrait voir augmenter le subside que l'État lui accorde. La Section centrale, de son côté, renouvelle le vœu qu'elle a exprimé à ce sujet l'an dernier.

A propos des crédits demandés pour la restauration des monuments de l'antiquité, et pour lesquels l'intervention de l'État devrait être largement accordée, un membre fait observer que l'on démolit et reconstruit beaucoup trop sous prétexte de restaurer. Pour dégager certains monuments, on démolit tout ce qui les entoure, oubliant que les constructions qu'on fait disparaître aident souvent à donner au monument un cachet de grandeur et de beauté qu'il n'aurait pas sans elles. La Section centrale, à l'unanimité, signale ces observations à la bienveillante attention du Gouvernement.

Un membre insiste pour que la liquidation des subsides en faveur de la construction et de l'ameublement des écoles se fasse plus rapidement. Il se plaint aussi du mauvais entretien des cours de certaines écoles.

Le projet de Budget mis aux voix est adopté par six voix contre une.

Le Rapporteur,

R. COLAERT.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 APRIL 1912.

Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten
voor het dienstjaar 1912 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1912 bedraagt de som van 40,394,297 frank, dus 3,266,454 frank meer dan voor het dienstjaar 1911. 't Is de vermeerdering die bijna ieder jaar waargenomen wordt. Alleen de uitzonderlijke uitgaven zijn met 169,024 frank verminderd.

De gewone uitgaven bedragen bijgevolg 39,251,252 frank, of 3,435,475 frank meer dan de kredieten toegestaan voor 1911.

De voorafgaande nota bovenaan de Begrooting legt de vermeerdering en de vermindering der aangevraagde kredieten uit. Merken wij aan, dat de meeste vermeerderingen uitgaven betreffen voor het onderwijs in elken graad.

Onderzoek der Begrooting in de afdeelingen.

De Begrooting werd aangenomen door al de afdeelingen, behalve de eerste.

(1) Begrooting, nr 4, VII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCKX, bestond uit de heeren CLAES (Raoul), HENDERICKX, COLAERT, VAN CAUWELAERT, PALMERS en PETIT.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

De verslaggevers der verschillende afdeelingen deden verslag over de opmerkingen hunner afdeeling. Wij zullen ze een voor een opsommen.

Een lid vraagt wanneer waarschijnlijk de derde catalogus der Koninklijke Bibliotheek zal af zijn. Na genomen inlichtingen denken wij dat de derde catalogus weldra zal volgen op de twee eerste die onlangs werden rondgedeeld. Zoo zullen er drie catalogussen zijn op twee tot drie jaar.

Men wierp opnieuw de zaak op van de toelagen te verleenen aan steden, die belangrijke verzamelingen van archieven bezitten. De bewaring dier archieven veroorzaakt voor de gemeenten nog al aanzienlijke kosten wegens hunne ordening, hunne bewaring en de uitgaven die er van geschieden. Ook dringt de Middenafdeeling eenstemmig aan, opdat de Regeering ten bate dier gemeenten hare tusschenkomst verleene.

Een lid doet opmerken dat de vermenigvuldiging der bijzondere doctoraten en de bijzondere instituten, voor welke er geen wetenschappelijk diploma wordt vereischt, en die, overigens, niet zooveel wetenschappelijke waarde hebben als die der oude faculteiten, het aanzien onzer hoogeschole zouden kunnen schaden. De Middenafdeeling is van gevoelen dat deze quaestie een ernstig onderzoek verdient en zij vestigt daarop de aandacht der Regeering.

Een lid vraagt zich af of de Regeering, zonder voorbarig te oordeelen over de oplossing, later te geven aan de quaestie van het gebruik der talen in 's Rijks hoogeschole, niet het initiatief zou kunnen nemen, eerst een Vlaamsch hooger instituut van landbouw en veeartsenijkunde en, zoo mogelijk, een instituut voor de mijnen te stichten. Maar men deed opmerken dat geen enkele dier stichtingen het Departement van Wetenschappen en Kunsten betreft, volgens de huidige bevoegdheden der verschillende Ministeries. Wij bepalen er ons bij, de Regeering op de zaak te wijzen.

Een lid drukt op de dringende behoefte aan bekwame voordrachtgevers in het Vlaamsche land. De tegenwoordige voordrachtgevers, zegt hij, worden vaak weinig door hunne toehoorders gesmaakt. Hij voegt erbij dat, bij gebreke van een onderwijs in de Vlaamsche taal of door een onderwijs in onvoldoend begrepen Vlaamsch, de tuinbouwnijverheid niet vooruitging zooals in andere landen, met name in Nederland.

Op die bemerkingen en den daarin begrepen wensch vestigen wij de aandacht van den Minister van Wetenschappen en Kunsten, met verzoek ze mede te deelen aan die zijner achtbare Collega's die, bij voorkomend geval, zouden gelast zijn de voordrachtgevers te benoemen.

Een andere wensch in hetzelfde opzicht : stichting, in het Vlaamsche land, van een Vlaamsch land- en tuinbouwinstituut, gelijk het Instituut van Gemboers. Wij meenen de opmerking te moeten herhalen, dat het Departement van Wetenschappen en Kunsten niet bevoegd is in die zaak. Voegen wij er

bij dat in dit opzicht, zooals in andere, de Regeering besloten is voldoening te geven aan de wenschen, uitgedrukt in de onlangs gehouden bespreking over de Begrooting van Landbouw.

Een lid klaagt over het volgende feit : « In 1884, toen de Staat zekere gemeentecolleges en gemeentelijke middelbare scholen overnam, was het verstaan dat de gemeenten voortaan voor een derde zouden bijdragen in de uitgaven voor die inrichtingen en dat, in ieder geval, die bijdrage de som, door de gemeenten gedurende het dienstjaar 1880-1881 betaald, niet zou overschrijden. Welnu, sedert verschillende jaren rekent de stad Leuven, als bijdrage in de uitgaven van het Koninklijk Atheneum en de Middelbare school voor meisjes, sommen welke die van voormeld dienstjaar verre overtreffen. Uitleggingen werden aan de Regeering gevraagd : deze heeft, tot nu toe, niet geantwoord. »

De Middenafdeeling kan enkel den Minister van Wetenschappen en Kunsten wijzen op dit feit; hij zal het welwillend gelieven te onderzoeken en, zoo hij het gevoelen van het achtbaar lid der Middenafdeeling deelt, het in 1880-1881 gehuldigd beginsel algemeen maken.

Een lid doet opmerken dat men, in sommige afdeelingen, de vraag stelde, welke de inzichten der Regeering zijn nopens de mogelijke neerlegging van een ontwerp van schoolwet. Sedert de vergadering der Middenafdeeling heeft de Regeering aanduidingen gegeven, die de hoofdzakelijke grondbeginselen aanwijzen waarop zij zal steunen, wanneer zij een wetsontwerp zal aanbieden.

Men klaagt over de overbevolking van sommige klassen in de gemeentescholen en aangenomen scholen. Vaak werd de Regeering op dat punt gewezen, en zij deed ernstige verbeteringen brengen in den toestand dier scholen. Merken wij overigens op, dat het onlangs ingediende ontwerp van schoolwet voor altijd die zaak regelde, die zonder twijfel eerlang zal opgelost zijn.

De kantonnale schoolopzieners klagen, en niet zonder reden, dat het koninklijk besluit van 10 Mei 1910 betreffende de wijzigingen gebracht in hunnen wedderooster, vastgesteld door artikel 8 van het besluit van 21 September 1884, het stelsel niet verwezenlijkt, dat wijlen de heer de Trooz had aangenomen en dat de Kamer in 1910 had gestemd. Wij meenen te moeten herhalen wat wij over die quaestie zegden in het verslag over de Begrooting voor 1911 :

« Naar aanleiding van het krediet van 30,000 frank, verleden jaar »
» gestemd ten bate der kantonnale schoolopzieners, heeft men gevraagd of »
» de vermeerdering hunner jaarwedden de beloften verwezenlijkte, welke »
» de heer de Trooz in 1907 deed. Men herinnert zich dat het krediet niet »
» beperkend is ; de Regeering hadde die ambtenaars voldoening kunnen »
» schenken. »

Wij betreuren te moeten vaststellen dat de Regeering geen gevolg aan die opmerkingen heeft gegeven.

Wat betreft de door de kantonnale opzieners opgeworpen quaestie, heeft

de Middenafdeeling den wensch uitgedrukt dat er eenige nieuwe gebieden voor het schooltoezicht zouden worden tot stand gebracht in de voornaamste centrums des lands.

Wij zouden ook moeten spreken van de vragen der leeraars aan de atheneums en middelbare scholen, der regenten en der onderwijzers, die klagen over de geringheid hunner jaarwedde, zoo wij niet de gegronde hoop hadden, hunnen huidige toestand eerlang en rechtmatig te zien verbeteren.

Het Antwerpsch Conservatorium herhaalt zijne vroegere vraag om vermeerdering van Staatstoelage. Van haren kant, herhaalt de Middenafdeeling den wensch, dien zij dienaangaande heeft uitgedrukt verleden jaar.

Aangaande de kredieten aangevraagd voor de herstelling van monumenten der oudheid, en waarvoor Staatstusschenkomst ruim moest toegestaan worden, doet een lid opmerken dat men veel te veel afbreekt en herbouwt onder voorwendsel van te herstellen. Om sommige monumenten bloot te leggen, breekt men alles af wat er omligt, en men vergeet dat de gebouwen, die men doet verdwijnen, dikwijls bijdragen om aan een monument een karakter van grootschheid en schoonheid te geven, welk het zonder die gebouwen niet zou hebben. De Middenafdeeling onderwerpt, eenstemmig, die opmerkingen aan de welwillende aandacht der Regeering.

Een lid dringt aan opdat de vereffening der toelagen voor het bouwen en meubileren der scholen spoediger zou geschieden. Hij klaagt ook over slecht onderhoud van sommige scholen.

Het ontwerp van Begrooting wordt in stemming gebracht en goedgekeurd met zes stemmen tegen één.

De Verslaggever,
R. COLAERT.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

